

RAPPORT LOI ENERGIE CLIMAT

ARTICLE 29

IPRIAC

2025



SOMMAIRE

Editorial	3
Profil.....	3
Métiers.....	4
Entités.....	6
Clients & Parties prenantes	6
A DEMARCHE GENERALE	7
B MOYENS ASSOCIES	8
C DEMARCHE DE PRISE EN COMPTE DES CRITERES ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET DE QUALITE DE GOUVERNANCE.....	11
Les enjeux ESG dans la maîtrise des risques opérationnels	11
Les enjeux ESG dans la maîtrise du risque de réputation	12
D STRATEGIE D'ENGAGEMENT AUPRES DES EMETTEURS OU VIS-A-VIS DES SOCIETES DE GESTION	13
La maîtrise des risques ESG en matière de gestion d'actifs	13
Engagements.....	14
Intégration des notes ESG dans la gestion.....	15
Engagement actionnarial et exercice des droits de vote	18
Integration des criteres ESG dans la gouvernance	19
Initiatives pour financer les transitions ESG	26
E TAXONOMIE.....	28
F STRATEGIE D'ALIGNEMENT CARBONE	29
G STRATEGIE D'ALIGNEMENT AVEC LES OBJECTIFS DE LONG TERME LIES A LA BIODIVERSITE	33
H DEMARCHE DE PRISE EN COMPTE DES CRITERES ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX et de QUALITE DE GOUVERNANCE DANS LA GESTION DES RISQUES	36
I CLASSEMENT SFDR.....	40
ANNEXE 1 : Fiche détaillée	41
ANNEXE 2 : conclusions de l'analyse de double materialite	42

EDITORIAL

L'article 29 de la Loi Energie Climat annule et remplace les dispositions de l'article 173 de la Loi de Transition Énergétique. Elle a pour objet de coordonner la réglementation française avec les règlements européens SFDR et Taxonomie. Dans le cadre de cette exigence réglementaire, le présent rapport vise à informer nos parties prenantes de la prise en compte dans notre stratégie d'investissement, des critères environnementaux sociaux, de qualité de gouvernance et des moyens mis en œuvre pour contribuer à la transition énergétique et écologique.

Protéger nos clients sur le long terme requiert une attention toute particulière aux évolutions de la société et de son environnement. A ce titre, et porté par les valeurs du paritarisme que sont l'humanisme, la solidarité et la responsabilité, le groupe KLESIA a mis en place une démarche RSE qui couvre ses différentes activités, qu'il s'agisse de ses offres de protection sociale, ses investissements (en tant qu'investisseur institutionnel mais aussi en tant que gestionnaire d'actifs) et ses pratiques d'entreprises (gestion des ressources humaines, consommations énergétiques de ses locaux, mécénat d'entreprise, etc.).

Ce rapport a pour objet de décrire la façon dont notre Groupe intègre les critères extra-financiers dans ses processus d'investissement au sens large du terme, ainsi que la trajectoire en cours de déploiement dont s'est doté le Groupe permettant à la fois d'appréhender de nouveaux risques et d'identifier de nouvelles opportunités d'investissement.

KLESIA a adopté en 2020 la raison d'être « Garantir un avenir serein et la qualité de vie pour tous ». Cette raison d'être est inscrite dans les statuts en tant qu'entreprise à mission et se décline en cinq objectifs permettant de déployer la démarche RSE :

- Ecouter et intégrer les attentes des parties prenantes du Groupe dans la proposition de nouvelles solutions ou d'évolutions de nos produits et services
- Soutenir et accroître des actions en faveur de l'Humain et plus spécifiquement dans les domaines du Handicap et de la Diversité
- Déployer des pratiques d'Achats responsables avec nos partenaires contractuels dans le respect de critères sociétaux et environnementaux
- Développer nos Investissements responsables (ISR) dans le cadre d'une performance durable
- Développer des actions en faveur de la diminution de notre empreinte environnementale en matière d'évolution des consommations énergétiques.

PROFIL

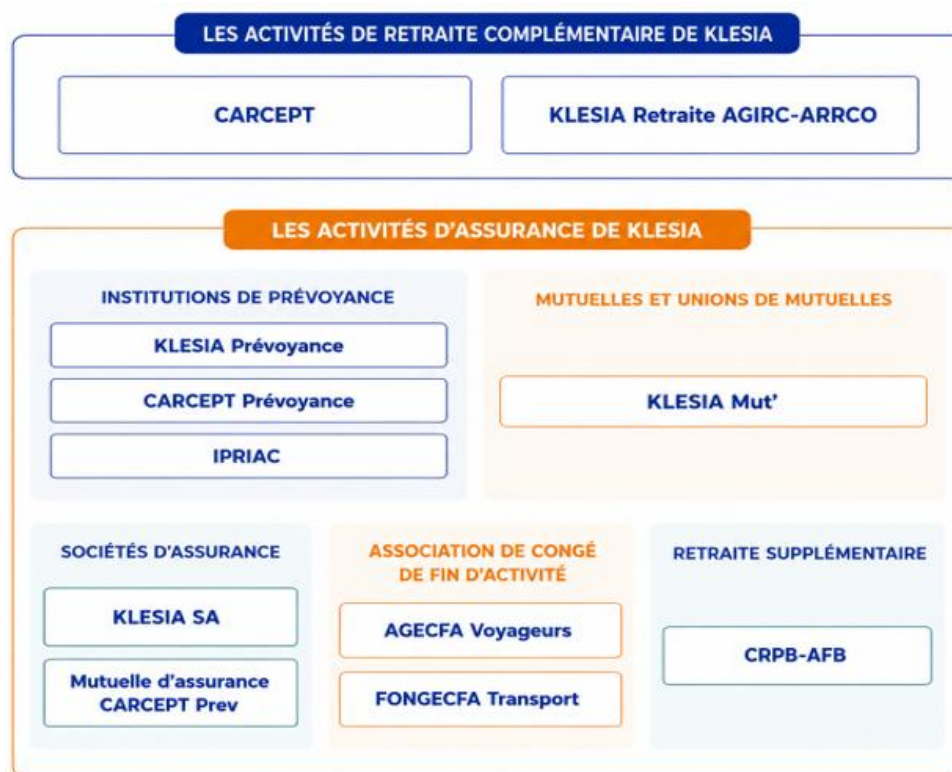
KLESIA est un groupe paritaire de protection sociale à but non lucratif. A ce titre, le Groupe accompagne ses clients, actifs et retraités, tout au long de leur vie, dans les domaines de la santé, de la prévoyance, de la retraite complémentaire et de la dépendance. Il répond également aux besoins des entreprises en proposant des produits adaptés aux besoins de leurs salariés. L'innovation, l'action sociale et la prévention sont trois axes prioritaires de l'engagement sociétal de KLESIA, qui soutient les personnes fragilisées.

METIERS

INVESTISSEUR INSTITUTIONNEL	RETRAITE COMPLEMENTAIRE	KLESIA gère la retraite complémentaire au travers de ses institutions Arrco-Agirc (caisse de retraite complémentaire interprofessionnelle pour l'ensemble de employés) ainsi que Carcept pour la profession du transport. À ce titre, il assure la collecte des cotisations auprès des entreprises, le calcul des points, le versement de la pension aux retraités, l'information et le conseil aux entreprises.	Entreprises
			Actifs
			Retraités
	PREVOYANCE	Pour compléter les prestations versées par la Sécurité sociale, KLESIA a mis en place des garanties complémentaires de prévoyance, destinées aux entreprises et à leurs salariés. Ainsi, en cas de décès, d'invalidité, d'incapacité de travail ou d'hospitalisation, elle propose des solutions pour répondre le mieux possible aux besoins et spécificités de ses clients, et anticiper les conséquences, pour l'assuré et ses proches.	Entreprises
			Salariés
	SANTE	Afin de protéger efficacement les individus, KLESIA développe des contrats santé s'adressant aux entreprises et à leurs salariés ainsi qu'aux travailleurs non-salariés et aux particuliers. Ces contrats santé complémentaires mis à disposition sont adaptés à la situation et aux besoins spécifiques des professionnels. Les particuliers (salariés isolés ou retraités) bénéficient quant à eux de garanties modulables, grâce à des contrats individuels spécifiques.	Entreprises
			Salariés
			Assurés individuels

	DEPENDANCE	KLESIA propose aux entreprises comme aux particuliers des solutions spécifiques pour mieux faire face aux risques liés à la perte d'autonomie. Au-delà de ces garanties, le Groupe met également à disposition de ses clients une solution complète de téléassistance, comportant différents niveaux de services pour s'adapter à chaque situation.	Entreprises
			Salariés
			Assurés
	EPARGNE SALARIALE	KLESIA a mis en place à destination exclusive de ses propres salariés des solutions d'épargne collective et individuelle prenant en compte les spécificités et les possibilités financières de chacun.	Entreprises
			Salariés
	SERVICES A LA PERSONNE & ACTION SOCIALE	KLESIA vient en aide aux personnes fragilisées (cotisants salariés et retraités des institutions relevant de la compétence du Groupe) sous la forme d'aides financières attribuées à des personnes en difficulté et d'actions collectives de prévention et d'accompagnement telles que des conférences, des ateliers ou des opérations d'information et de sensibilisation.	Entreprises
			Cotisants
			Retraités
SOCIETES DE GESTION D'ACTIFS	GESTION D'ACTIFS	En support à ses activités, KLESIA dispose d'une entité interne destinée à gérer une partie de ses actifs financiers (AGPM – KLESIA Asset Management (AKAM)).	Entités du Groupe

ENTITES



CLIENTS & PARTIES PRENANTES

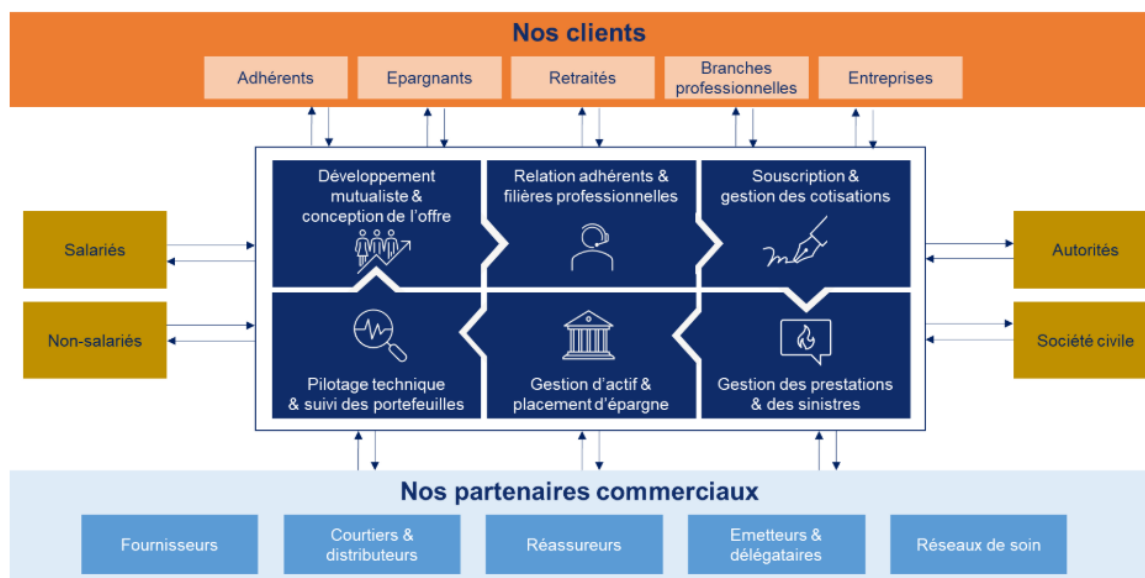
KLESIA dispose d'une clientèle variée :

- Les entreprises, signataires de contrats collectifs destinés à couvrir leurs salariés ;
- Les clients individuels (actifs ou retraités), souhaitant disposer d'une couverture à titre personnel.

Concernant la clientèle « entreprise », KLESIA a une approche ciblée, dite « affinitaire » autour de 6 secteurs majeurs issus de ses branches historiques :

- Le secteur du transport, branche historique du Groupe
- Le secteur du tourisme et des commerces de proximité, notamment avec les métiers de l'horlogerie, du commerce de gros, des hôtels, cafés, restaurants, des fleuristes, de la vente et services des animaux familiers et des vins et spiritueux
- Les métiers de la santé, regroupant les pharmacies d'officine, le négoce de fournitures dentaires, les laboratoires de biologie médicale, ainsi que les établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées
- Le secteur du conseil et service, pour les métiers de l'immobilier et de la publicité
- Le secteur de la Défense et de la Haute Technologie

- Le secteur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS)



A DEMARCHE GENERALE

Les entités assujetties aux obligations de publication de l'article 29 de la loi 2019-1147 relative à l'énergie et au climat fournissent les informations prévues au a), b), d) et e) du 1° du III de l'article D. 533-16-1 du code monétaire et financier.

Le Groupe KLESIA est concerné à ce titre par son entité IPRIAC, en tant qu'institution de prévoyance dont le bilan 2025 s'élève à 348 M€.

Il convient de souligner que KLESIA applique les mêmes politiques ESG à l'ensemble des entités du Groupe. Les assertions avancées dans le présent rapport s'appliquent donc à toutes les entités de KLESIA. C'est notamment le cas pour ce qui est de la gouvernance, de la politique d'investissement, des process et des moyens associés.

B MOYENS ASSOCIES

Les moyens alloués pour répondre aux obligations de publication de l'article 29 de la loi relative à l'énergie et au climat sont internes au groupe KLESIA mais également externes (fournisseurs de données, sociétés de gestion d'actifs, conseil en droits de vote, organismes de formation).

Ils sont répartis au sein du Groupe dans plusieurs directions avec un pôle dédié au niveau de la Direction de la Communication pour tout ce qui relève de la coordination relative à l'entreprise à mission qui intègre le volet RSE et la politique d'intérêt général.

Pour ce qui concerne spécifiquement les investissements, les activités relatives à la Transition Energétique sont réparties sur plusieurs temps pleins au sein des différentes sociétés de gestion et de la direction des investissements. 20% du temps de la direction des investissements est globalement consacré à ce thème. Il est à noter qu'un recrutement dédié à cette activité a été effectué courant 2025 afin de renforcer l'expertise dans ce domaine.

KLESIA consacre annuellement un budget global de 150 000 euros destiné aux fournisseurs de données. Soit un peu moins de 0,01% des encours du groupe KLESIA.

Concernant la thématique de la politique de droits de vote, le Groupe s'appuie sur l'expertise de Proxinvest pour guider l'exercice de ses droits de vote en assemblée générale. Le fournisseur intervient en particulier sur l'analyse des résolutions soumises aux assemblées générales en lien – notamment - avec les thématiques ESG. Ce partenariat constitue un levier stratégique pour aligner les pratiques d'engagement actionnarial / votes de KLESIA sur sa politique de vote et ses engagements ESG.

Le Groupe a également mis en place un programme de formation dédié aux membres du conseil d'administration pour les sensibiliser sur les thématiques ESG. Cette démarche vise à renforcer les compétences des administrateurs afin d'intégrer efficacement les risques et opportunités liés à la durabilité dans la stratégie et le contrôle du groupe.

Le tableau ci-dessous détaille les formations suivies en 2025 par les administrateurs du groupe par thématique ESG (Environnement, Social, Gouvernance) : soit 176 administrateurs au niveau du groupe.

Domaine (E,S,G)	Thématique de formation
G	Être administrateur d'un organisme assureur
G	Ethique et déontologie
G	Intégrer la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)
G	La responsabilité des administrateurs
G	Le fonctionnement des instances
E	Les investissements socialement responsables
G	Parcours IFA/Agirc-Arrco
S/E	Intérêt Général / Rapport de durabilité et CSRD
E	Le régime des catastrophes naturelles en France
E	Risques émergents, comment adapter sa gestion des risques

Plus généralement, le groupe veille à sensibiliser et former l'ensemble de ses collaborateurs aux enjeux ESG, notamment à ce jour sur les aspects principalement liés à la gouvernance comme le détaille le tableau ci-après :

Domaine (E,S,G)	Thématique de formation	Nombre de collaborateurs formés
G/S	Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme – LCBFT	2 268
G	Règlement Général de Protection des Données – RGPD	2 295
G	Lutte contre la fraude aux prestations retraite	475
G	Lutte contre la fraude aux cotisations retraite	263
G/S	Lutte contre la fraude - Action Sociale	95
G	Lutte contre la corruption – Module Code de conduite (Loi Sapin 2)	2 238
G	Lutte contre la corruption - Module Trafic d'influence	2 240

Des réflexions sont en cours pour développer des formations en lien avec l'environnement à l'ensemble des collaborateurs.

Par ailleurs, le groupe se fait accompagner par un prestataire externe dans le cadre du déploiement du reporting CSRD à venir.

En matière d'investissements, le Groupe a recours à des sociétés de gestion d'actifs de place qui lui apportent en complément ses ressources et ses expertises en matière d'ESG. Il s'agit notamment d'Amundi et de BNPP Asset Management.

AMUNDI a recours à une organisation dédiée au service de l'investissement responsable organisée autour de cinq pôles (Recherche, Méthode, Développement commercial, stratégie réglementaire, stratégie opérationnelle) comprenant 70 experts. Les équipes d'Amundi assurent notamment à ce titre une veille réglementaire et un suivi de l'ensemble des controverses susceptibles de pénaliser les portefeuilles investis de KLESIA. Amundi a développé sa propre méthodologie de notation ESG, propriétaire et centralisée, permettant d'alimenter la surveillance du portefeuille KLESIA. Amundi s'inscrit dans le Pacte mondial des Nations Unies (UNGC), les principes directeurs de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE en matière de gouvernance d'entreprise, ou encore les recommandations de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et assure à ce titre une veille transverse sur les portefeuilles KLESIA.

L'analyse d'Amundi s'appuie principalement sur 16 fournisseurs de données



BNP Paribas Asset Management dispose d'un « Sustainability Center » comptant 30 experts ESG spécialisés par secteur d'activité et zone géographique. BNPP AM a développé une méthodologie propriétaire d'évaluation ESG combinant des analyses quantitatives et qualitatives pour attribuer à chaque émetteur une notation ESG entre 0 et 99. Les émetteurs sont classés par déciles par rapport à leurs pairs. Pour les émetteurs souverains, une grille ESG spécifique est utilisée, répartie équitablement sur les trois thématiques : Environnement (E), social (S), gouvernance (G). Les principaux fournisseurs de données utilisés par BNP Paribas Asset Management sont Sustainalytics, ISS ESG, MSCI ESG Research, S&P Global, Vigeo Eiris racheté par Moody's.

KLESIA bénéficie également des compétences d'AXA Investment managers dans ce domaine (dans le cadre de son rachat par BNP Paribas Asset Management). AXA Im dispose aitu 31 décembre 2025 de 34 experts dédiés en matière d'investissement responsable. Le pôle ESG est intégré au sein des équipes d'investissement et de recherche. Les analyses et notations ISR produites sont embarquées dans les outils de front office afin d'être prises en compte par les gérants de portefeuille dans les processus d'investissement et servent de veille sur les portefeuilles KLESIA. En matière de notation, Les scores ESG d'Axa Im sont établis à l'aide de la méthodologie « Q² » basée sur la méthodologie MSCI avec des ajouts propriétaires. AXA Im utilise également les sources de données supplémentaires suivantes :

- Sustainalytics (analyse des controverses)
- S&P Trucost (KPI environnementaux et sociaux quantitatifs, métriques d'alignement avec la taxonomie)
- ISS (recherche sur l'impact et évaluation de l'alignement avec les ODD)
- Carbone 4 (informations sur les risques climatiques)
- Iceberg DataLab (métriques de biodiversité)
- Urgewald (recherche sur le charbon, pétrole et gaz avec les listes GCEL et GOGEL)...

LES ENJEUX ESG DANS LA MAITRISE DES RISQUES OPERATIONNELS

Les risques opérationnels se définissent comme des événements susceptibles d'empêcher ou d'entraver la réalisation des objectifs opérationnels, pouvant alors engendrer des pertes ou dommages.

Afin de les maîtriser, KLESIA a mis en place une cartographie de ses risques opérationnels associée à un plan de contrôle adapté. Le dispositif de maîtrise des risques opérationnels de KLESIA a pour objectif de couvrir de manière intégrée et transversale l'ensemble des risques opérationnels auxquels le groupe peut être confronté.

7 types de risques opérationnels sont identifiés :

- Dommages aux biens et aux personnes (catastrophes et événements d'origines naturels, événements d'origine humaine, volontaire et involontaire, mise en danger des salariés par négligence, etc.)
- Dysfonctionnements Produits et Relations clients (produits, pratiques commerciales et relations contractuelles, suivi de la relation clients, médiation)
- Dysfonctionnements dans la gestion des Ressources Humaines (gestion des emplois, formation et compétences, relations sociales)
- Dysfonctionnements des Systèmes d'Informations
- Erreurs d'exécution (processus métier)
- Fraudes externes (vol, détournement, tromperie, falsification, fraude)
- Fraudes Internes (vol, détournement, tromperie, falsification, fraude)

En 2025, Cinq scénarii ont été identifiés à dire d'experts par la Direction des Risques à partir de l'analyse du profil de risques opérationnel de KLESIA SGAM et des risques opérationnels les plus critiques issus des cartographies de risques :

- **Cyber attaque sur le S.I. du groupe KLESIA avec ransomware** : ce scénario permet de combiner l'étude du risque de défaillance du système d'information et du risque réglementaire lié à la compromission de données à caractère personnel (RGPD) ;
- **Défaillance d'un sous-traitant Infogérant critique** : ce scénario permet de combiner l'étude du risque de défaillance du S.I. et du risque de sous-traitance ;
- **Défaillance d'une procédure interne** : ce scénario permet de quantifier les pertes potentielles à la suite d'une ou plusieurs défaillances de procédures internes ;
- **Fraudes (externe et interne)** : ce scénario permet d'étudier les pertes potentielles à la suite de plusieurs événements de fraudes externes (fausses déclarations) et de fraude interne (changement de RIB) ;
- **Sanction pour non-conformité** : ce scénario permet d'étudier les conséquences potentielles de sanction en cas de non-respect réglementaire, le manque de transparence ou manque au devoir de conseil et à la protection de la clientèle (lois Sapin 2 ou DDA) ;

L'impact financier de chacun d'entre eux est évalué, qu'il s'agisse de gestion des ressources humaines, de réputation, d'efficacité organisationnelle, d'accès au marché, de conformité, etc.

LES ENJEUX ESG DANS LA MAITRISE DU RISQUE DE REPUTATION

KLESIA a identifié des risques non quantifiables qui ont été classés selon deux critères : leur criticité et l'évaluation des moyens de maîtrise en place. Les principaux risques non quantifiables auxquels est exposé KLESIA sont les suivants :

- **Risque de réputation ;**
- **Risques de non-conformité ;**
- **Risques de sous-traitance ;**
- **Risques émergents.**

Au-delà de leur identification et de l'évaluation des deux critères mentionnés ci-dessus, la gestion de ces risques est assurée par la mise en place de dispositifs de maîtrise des risques.

Risque de réputation :

Le risque de réputation désigne un risque financier encouru par une entreprise si son image de marque venait à être ternie par un scandale. Il est capital dans les analyses ESG, car la survenance de ce risque constitue une rupture dans la relation de confiance entre l'entreprise et la société.

Au sein de KLESIA, la Direction des Risques a défini une échelle de cotation du risque de réputation permettant de mesurer le degré de criticité d'un incident pouvant être à l'origine d'une atteinte à la réputation de l'entité. Cette échelle distingue notamment :

- Les réclamations formulées par les clients de KLESIA, associées à une typologie d'incident et dont le niveau de criticité est fonction du nombre de réclamations recensées ;
- Les incidents pouvant donner lieu à un article dans la presse locale voire nationale, auxquels un niveau de criticité élevé est affecté.

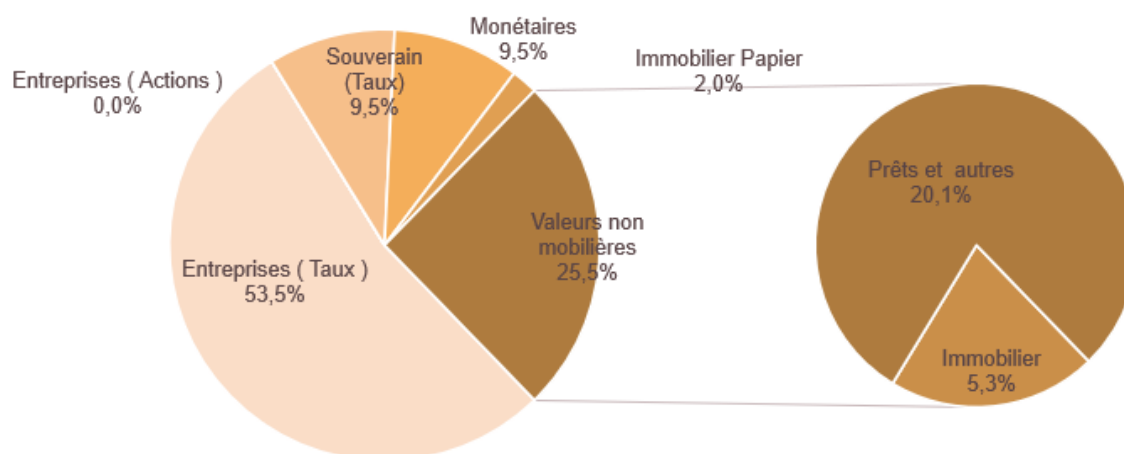
L'entreprise est exposée à 4 facteurs de risque :

- **Le risque de non-conformité** : il se définit comme le « risque de sanctions judiciaires ou administratives, de perte financière matérielle ou d'atteinte à la réputation qu'engendre le non-respect par l'entreprise des dispositions légales, réglementaires, des normes professionnelles ou déontologiques applicables à ses activités ».
- **La gestion de la relation client** est un facteur de risque qui porte d'une part sur l'éthique des pratiques commerciales mais aussi sur la satisfaction client.
- **La gestion de la sous-traitance** : KLESIA doit s'assurer que ses sous-traitants fonctionnent de façon à ne pas porter préjudice à la réputation du Groupe.
- **L'honorabilité des membres dirigeants** : Conformément à l'article 42 de la Directive Solvabilité 2, KLESIA se doit d'évaluer la compétence (en termes de connaissances et d'expériences) ainsi que l'honorabilité (en termes de réputation et d'intégrité) des personnes qui dirigent effectivement l'entreprise ou bien qui occupent une fonction-clé.

D STRATEGIE D'ENGAGEMENT AUPRES DES EMETTEURS OU VIS-A-VIS DES SOCIETES DE GESTION

LA MAITRISE DES RISQUES ESG EN MATIERE DE GESTION D'ACTIFS

Le portefeuille d'actifs de IPRIAC s'élevait à 215 Millions d'euros au 31/12/2025. Il est essentiellement composé de valeurs mobilières, investies sur les marchés financiers.



Les valeurs mobilières comptent pour plus de 74 % des actifs de IPRIAC. Celles-ci sont majoritairement investies dans des véhicules modérément risqués d'un point de vue financier (les obligations d'entreprise, les titres souverains et le monétaire comptent pour 73 % du portefeuille et la note S&P se situe en moyenne entre BBB+ et BBB).

Ce portefeuille est principalement investi en France (35 %) ou dans les autres pays de l'Union Européenne (43 %). Il est investi pour l'essentiel dans des pays de l'Union Européenne possédant une réglementation stricte en matière de droits du travail, d'environnement, de sécurité ou de corruption.

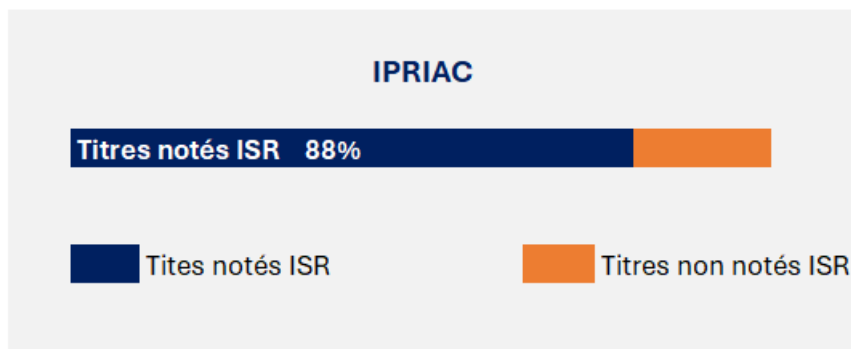
D'un point de vue sectoriel 45% des encours sont investis dans le secteur des sociétés financières et des emprunts d'Etats ou assimilés, dont l'exposition aux risques physiques du changement climatique est limitée. Les principaux risques du portefeuille résident principalement dans celui de la transition vers une économie bas-carbone et dans celui de l'évolution du contexte réglementaire.

Les actifs immobiliers de IPRIAC représentent quant à eux 10% du portefeuille d'actifs (16 millions d'euros au 31/12/2025). Le parc immobilier, intégralement situé en France, est composé principalement d'immeubles d'exploitation. En tant que propriétaire, l'équipe de gestion du patrimoine immobilier veille notamment à l'application du Décret n°2017-918 du 9 mai 2017 qui rend obligatoire l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments existants à usage tertiaire.

Dans une démarche complémentaire à cette faible exposition du portefeuille de KLESIA, les sociétés de gestion d'actifs auxquelles IPRIAC a recours - intègrent systématiquement des critères ESG dans leur choix d'investissement. Une analyse plus détaillée de nos processus de recherche et de gestion pour intégrer ces critères est développée dans le chapitre suivant.

ENGAGEMENTS

La gestion responsable de ses actifs est au cœur de la politique RSE du Groupe. Ainsi, « développer une gestion responsable des actifs mobiliers et immobiliers du groupe » constitue l'un des 11 engagements de la démarche de responsabilité sociétale du Groupe (engagement n°8). En termes de couverture du portefeuille, les actifs couverts par la notation ESG représentent 88% du portefeuille global.



Une méthodologie a été définie en cohérence avec la stratégie RSE propre au groupe et en collaboration avec l'agence de notation extra-financière S&P Global, avec déclinaison opérationnelle auprès des gestionnaires d'actifs

Les aspects suivants sont notamment retenus dans le choix des gérants :

- Labels, chartes ou certifications en matière d'ISR
- Analyse des risques ESG et méthodologie d'analyse
- Exclusions des secteurs/titres controversés
- Reporting ESG disponible

Sur la base de la méthodologie choisie détaillée plus bas - KLESIA s'est fixé pour objectif de maintenir sa notation ESG au-dessus de 50, niveau considéré comme relativement élevé et cohérent avec une intégration robuste des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans l'évaluation des émetteurs et la gestion des portefeuilles.

Focus sur la méthodologie de scoring ESG de S&P Global

Le Groupe s'appuie sur l'expertise de S&P Global en matière de scoring ESG afin de fournir une mesure relative de l'efficacité dans la gestion des enjeux liés à l'ESG par rapport aux pairs et d'évaluer la performance en matière de gestion des risques, d'opportunités d'impacts Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance. S'y rajoute une approche de double matérialité qui permet d'évaluer à la fois l'impact de KLESIA sur la société et l'environnement mais aussi comment ces facteurs influencent les moteurs de valeur et la position concurrentielle du Groupe.

- **Structure et Processus de Recherche :**

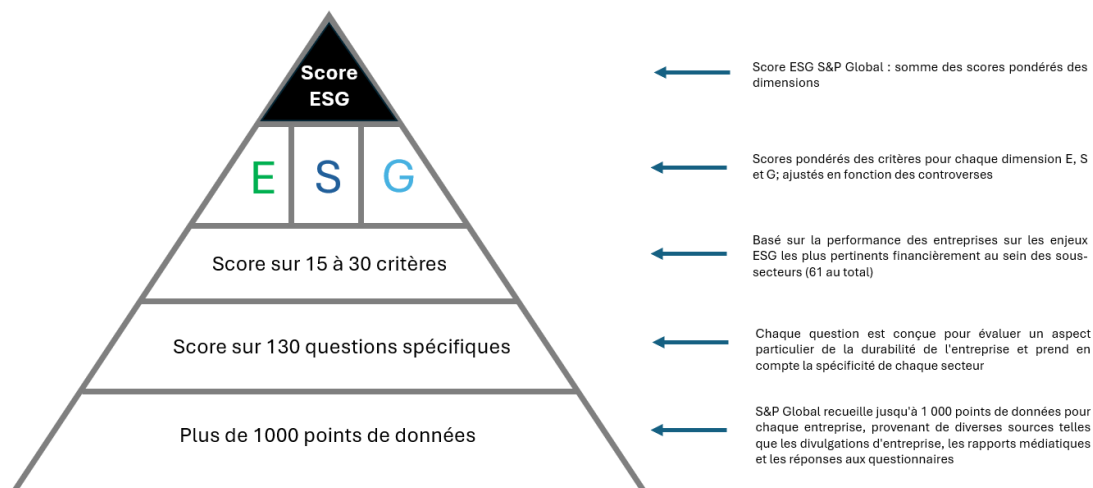
La méthodologie des scores ESG est construite à travers un Corporate Sustainability Assessment (CSA). Le CSA est un processus d'évaluation annuel qui invite les entreprises à remplir des questionnaires spécifiques à leur industrie. Les entreprises ne répondant pas à cette invitation sont évaluées par des analystes experts à travers les informations disponibles publiquement.



- **Méthodologie de pondération et agrégation des scores :**

L'évaluation annuelle CSA de S&P Global porte sur 62 sous-industries alignées sur la classification sectorielle GICS® (Global Industry Classification Standard).

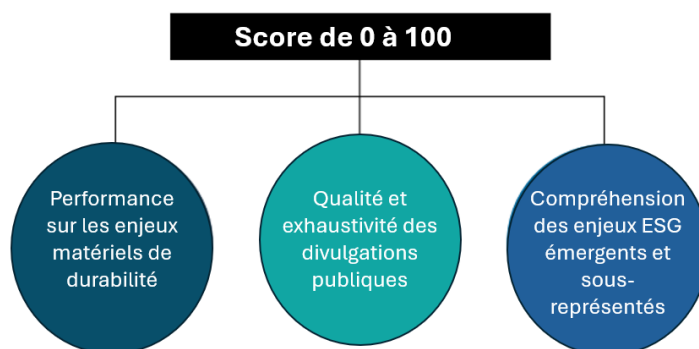
Cette évaluation repose sur des informations publiques et intègre des données primaires fournies par les entreprises participantes. Près de 1 000 points de données sont collectés par entreprise à partir de 130 questions, et les réponses sont notées sur une échelle de 0 à 100. Les scores sont regroupés en trois thèmes : Environnementale, Sociale et de Gouvernance, pour produire un score ESG global qui reflète la performance d'une entreprise sur les enjeux clés de durabilité.



Interprétation du score ESG S&P Global :

Les scores produits mesurent les performances ESG à la fois globales et spécifiques à l'industrie, avec un impact associé sur les résultats financiers. Mesurés sur une échelle de 0 à 100 (représentant le score le plus élevé), les scores reflètent une évaluation basée :

- sur des approches quantitatives de la performance tangible des entreprises sur les principaux risques et opportunités en matière de durabilité (y compris les controverses),
- sur la qualité et l'exhaustivité des divulgations publiques des entreprises,
- Et sur leur compréhension des enjeux ESG émergents et sous-représentés.



• Suivi et Révision des scores :

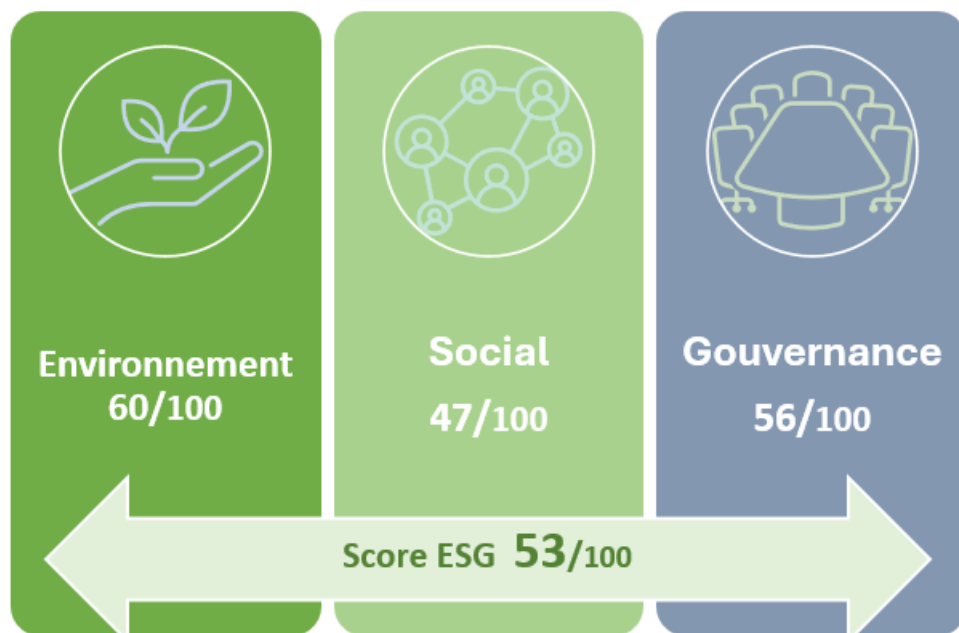
Le fournisseur de données effectue un suivi continu des controverses d'entreprise à travers l'analyse médiatique et les communication des parties prenantes. Lorsque des incidents négatifs sont identifiés, les entreprises concernées sont contactées pour fournir des informations et des plans d'action pour remédier

à la situation. Les scores ESG peuvent être ajustés en fonction de la gravité des controverses et des mesures correctives prises par les entreprises.

- **Score ESG de IPRIAC :**

Le portefeuille de IPRIAC présente une note ESG moyenne pondérée de 53/100 en 2025.

Le recours au fournisseur de données S&P Global date de 2024. Au préalable KLESIA utilisait la notation Vigeo-Moodys depuis 2015. Le Groupe a besoin de deux à trois années de recul sur sa notation S&P pour pouvoir en analyser les évolutions et tendances.



- **Intégration dans la gestion :**

L'objectif de maintenir un score ESG supérieur à 50 est intégré dans la gestion quotidienne des sociétés de gestion et en cours de déploiement opérationnel au sein des différents mandats de gestion dans le cadre du changement de fournisseur de données. A ce titre un travail de bascule des mandats d'article 6 en article 8 est en cours pour l'année 2026.

ENGAGEMENT ACTIONNARIAL ET EXERCICE DES DROITS DE VOTE

Début 2020, Klesia a mis en place une politique de droit de vote au niveau de ses institutions en partenariat avec l'agence de conseil en vote Proxinvest Glass lewis. Cette politique a été validée par les instances du Groupe Klesia et repose sur deux grands principes. Le premier volet porte sur la défense de l'emploi et notamment sa pérennité ainsi que l'égalité au travail. Le second volet s'attache au respect de l'environnement par les entreprises. Sont particulièrement surveillés les efforts effectués dans ce domaine, en matière de décarbonisation.

Klesia exerce ses droits de vote par principe sur l'ensemble de son portefeuille de valeurs cotées. En pratique, Klesia s'engage à exercer systématiquement son droit de vote sur toutes les valeurs représentant plus de 2% de son portefeuille global. Une revue ex post de l'application de la politique de vote a été mise en place et est présentée chaque année en commission administrateurs (commission des activités financières).

Pour l'année 2025 Klesia a exercé ses droits de vote sur 99 titres des 103 titres détenus par le groupe.

- Pour un cas, les titres n'étaient plus en portefeuille au moment des votes.
- Dans deux cas, les actions détenues étaient des titres préférentiels sans droit de vote.
- Dernier cas : vote par papier et suite à une erreur d'adresse du dépositaire, le vote n'a pu être fait dans le temps imparti.

Klesia est en pratique allé en 2025 au-delà de son devoir de voter pour toute détention égale ou supérieure à 2%.

Au total la revue 2025 a constaté la bonne application des principes – et notamment l'exercice du droit de vote sur l'ensemble des titres, l'application régulière de la politique. La revue 2025 n'a pas amené à de modification particulière de la politique. Il est à noter que compte tenu de sa sous-exposition action et de sa taille Klesia ne dépose pas de résolution en AG et n'entretient pas de dialogue direct avec les sociétés cotées à ce titre.

- **Répartition par type de vote sur les thématiques ESG :**

En 2025, KLESIA a soutenu favorablement 1436 résolutions ayant un enjeu de durabilité (sur un total de 3747 votes)

	Répartition par type de vote
Pour	1436
Contre	686
Abstention	0
Total	2122

Thématique	% vote
% votes sur les enjeux sociaux sur le total des votes réalisés	4,24%
% votes sur les enjeux environnementaux sur le total des votes réalisés	0,61%
% votes sur les enjeux de gouvernance sur le total des votes réalisés	51,77%

Entreprise à mission

L'article 176 de la loi du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (loi Pacte) a introduit la notion de « société à mission » qui permet de repenser la place de l'entreprise dans la société en conciliant création de valeur économique et intérêt général. Il s'agit pour une entreprise d'affirmer publiquement sa raison d'être, ainsi qu'un ou plusieurs objectifs sociaux et environnementaux qu'elle se donne pour mission de poursuivre dans le cadre de son activité. Ces éléments doivent être inscrits dans les statuts de l'entreprise.

KLESIA a adopté la qualité d'entreprise à mission en 2020 pour ses entités KLESIA SA et KLESIA Mut', puis en 2021 pour la Mutuelle d'Assurance CARCEPT Prev. Les institutions de prévoyance, quant à elles, ne peuvent prétendre à cette qualité mais se sont dotées d'une mission, d'une raison d'être et d'objectifs inscrits dans leurs statuts.

A ce titre, l'ensemble de nos entités assurantielles ont inscrit dans leurs statuts :

- Une raison d'être : « Être un assureur d'intérêt général, c'est garantir un avenir serein et contribuer à la qualité de vie pour tous. »
- Une mission : « Protéger en apportant des solutions de prévention, d'assurance de personnes et de services, simples, innovantes, solidaires et durables, adaptées à vos besoins et à ceux de vos proches, tout au long de la vie. »
- Des objectifs sociétaux et environnementaux :
 - o Écouter et intégrer les attentes des parties prenantes du Groupe KLESIA dans la proposition de nouvelles solutions ou d'évolutions de nos produits et services.
 - o Soutenir et accroître des actions en faveur de l'Humain, d'une société plus inclusive, et plus spécifiquement dans les domaines du handicap et de la diversité.
 - o Déployer des pratiques d'achats responsables avec nos partenaires contractuels dans le respect de critères sociétaux et environnementaux.
 - o Développer nos Investissements responsables (ISR) dans le cadre d'une performance durable.
 - o Développer des actions en faveur de la diminution de notre empreinte environnementale en matière d'évolution des consommations énergétiques.

Le 4^{ème} objectif de la raison d'être du groupe KLESIA s'intitule Développer nos Investissements responsables (ISR) dans le cadre d'une performance durable. Au travers de cet objectif la commission d'intérêt général (formée d'administrateurs) est directement impliquée dans la démarche RSE engagée par le groupe.

La commission des activités financières (GAPS – formée d'administrateurs) qui se réunit à minima deux fois par an fait le point régulièrement sur les sujets RSE en matière d'actifs tels que :

- Le soutien à la recherche médicale / santé
- Le suivi des notations ESG
- La situation de l'empreinte carbone
- L'exercice / mise en application de la politique de droit de vote de l'année précédente

Les reporting actifs trimestriels fournis aux administrateurs incluent systématiquement la notation ESG et la notation carbone du portefeuille.

Rémunération

Le comité des rémunérations de l'Association Sommitale fixe les éléments constitutifs et les évolutions du contrat de travail du Directeur Général, et émet un avis chaque année sur l'ensemble des éléments de rémunération des membres du Comité Exécutif - dont les Directeurs Généraux Délégués et trois des quatre Responsables de Fonctions clés font partie - ainsi que du Responsable de Fonction clé n'appartenant pas au Comité Exécutif. La structure de rémunération des membres du Comité Exécutif tient compte des orientations stratégiques et de l'appétence au risque du Groupe de sorte à 'inciter à l'atteinte des objectifs fixés par l'AMSB avec une prise de risques maîtrisée. A ce titre KLESIA indexe notamment depuis 2020 50% de la rémunération variable de son Comité Exécutif sur les objectifs sociétaux et environnementaux mesurables, en lien avec la raison d'être que le Groupe a inscrit dans ses statuts et la déclinaison via sa politique d'Intérêt général.

La politique d'intérêt général – déclinaison de la raison d'être

KLESIA est engagé depuis plusieurs années dans une démarche d'Intérêt Général. La politique d'Intérêt Général KLESIA, entrée en vigueur au 1er janvier 2024, vient structurer l'ensemble de cette démarche et renforce la sécurisation des obligations extra-financières au sein du Groupe. Avec le déploiement de cette politique et la désignation d'une « Fonction Clé » Intérêt Général, KLESIA affiche sa volonté de positionner l'extra-financier au même niveau que le financier. A ce titre, chaque membre du Comité Exécutif a désigné un référent Intérêt Général pour sa propre direction lui étant directement rattachée. Ce réseau de référents – animé par la fonction Clé Intérêt Général – est chargé de promouvoir la démarche et de piloter la feuille de route Intérêt Général au sein de leur Direction.

Les premiers effets de ces évolutions ont pu être mesurés par l'Organisme Tiers Indépendant Mazars Forvis, lors du 2ème audit de vérification de la démarche d'entreprise à mission. Les conclusions de cet audit sont encourageantes sur la pertinence de l'ensemble des travaux mis en œuvre par KLESIA, visant à renforcer sa démarche d'Intérêt Général. La politique Intérêt Général tient compte des différentes exigences réglementaires sociales, environnementales et sociétales auxquelles le Groupe KLESIA et ses entités sont soumis.

Gouvernance de l'intérêt général :

- Conseil d'administration de l'Association Sommitale :

L'Association Sommitale définit les orientations politiques et stratégiques du Groupe dans le respect des règles Agirc-Arrco et des dispositions définies par les partenaires sociaux dans l'ANI du 12/2/12 sur la modernisation du paritarisme et de son fonctionnement. A ce titre, elle définit également les orientations du Groupe en matière d'intérêt général. Elle s'appuie sur la commission Intérêt Général pour le déploiement et le suivi de la démarche.

- Commission Intérêt Général

Depuis 2020, KLESIA s'est doté d'un comité dédié au suivi de sa mission : la commission Intérêt Général. Cette commission suit et challenge les travaux déployés dans le cadre des objectifs statutaires. A ce titre, elle valide la feuille de route opérationnelle liée à notre démarche intérêt général et s'assure de sa cohérence avec la stratégie du Groupe.

La commission émet également des avis et recommandations sur la démarche d'intérêt général, qui sont ensuite adressés au Conseil d'administration de l'Association Sommitale, pour décision. A ce titre, elle produit annuellement un rapport qui est présenté lors de l'Assemblée Générale d'approbation des comptes.

Pilotage de l'intérêt général :

Le dispositif de pilotage de l'Intérêt Général a été renforcé en 2024 avec le déploiement de feuilles de route, par direction, pour décliner opérationnellement les objectifs statutaires. Chaque référent identifie, avec les contributeurs de sa direction, le plan d'actions relatifs à son périmètre. Ce plan d'actions est validé avec le directeur COMEX concerné.

En parallèle, le tableau de bord Intérêt Général a été repensé pour la période 2024-2028, en cohérence avec le plan stratégique du Groupe. Afin de renforcer la sécurisation des données, et sur les recommandations de notre OTI, le tableau de bord est désormais piloté par le Contrôle de Gestion qui définit les modalités de mesure et recueille les données avec les référents Intérêt Général.

Plusieurs instances de pilotage ont également été déployées pour coordonner l'Intérêt Général à tous les niveaux :

- Un **comité des référents** est animé a minima 3 fois par an, afin de partager sur la trajectoire du Groupe, en matière d'Intérêt Général, sur les feuilles de route et indicateurs mais également sur les projets transversaux, tels que la CSRD.
- Un **Comité de Coordination de l'Intérêt Général (CCIG)** est animé mensuellement, avec des représentants des principales directions contribuant à l'Intérêt Général, afin d'étudier les projets de soutien/partenariat en matière d'Intérêt Général. Il coordonne également la mise en œuvre des travaux sur la mesure d'impact social.
- Le **Comité des Engagements d'Intérêt Général (CEIG)** vient compléter le CCIG. Il a notamment en charge le respect de la stratégie d'Intérêt Général pour les projets de soutien/partenariat > 300 K€.
- La **Commission Intérêt Général** assure un suivi, a minima semestriel, de la démarche d'Intérêt Générale et des feuilles de route et indicateurs associés. Elle rend un avis sur les travaux mis en place au sein du Groupe, au sein d'un rapport annuel qui est validé lors de l'Assemblée Générale de KLESIA.

Dispositif de contrôle :

Afin de s'assurer du respect des objectifs statutaires et des obligations réglementaires auxquelles est soumis le Groupe, KLESIA a déployé un dispositif de contrôle reposant sur plusieurs éléments :

- Contrôles internes :

➤ La Fonction clé - Coordinateur Intérêt général au sein du Groupe, suit le déploiement opérationnel

de la démarche et des feuilles de route associées et alerte la Direction Générale et/ou la Commission Intérêt Général en cas de besoin.

- La Commission Intérêt Général suit la démarche globale et alerte l'Association Sommitale en cas de besoin.
- Des missions d'audit interne peuvent également être mises en place à la demande de la Direction Générale, afin d'évaluer les dispositifs mis en œuvre et le respect des obligations qui incombent au Groupe en tant qu'assureur d'intérêt général

- Contrôles externes :

Les entreprises ayant adopté la qualité d'Entreprise à Mission doivent faire l'objet, tous les 2 ans, d'une vérification par un Organisme Tiers Indépendant. Le 1er audit de KLESIA s'étant déroulée en 2022, le Groupe a dû passer un nouvel audit de vérification en 2024. Ainsi, sur le 1er trimestre 2024, le cabinet Mazars Forvis est venu vérifier la cohérence de nos objectifs sociaux et environnementaux au regard de nos enjeux et de l'exécution de ces objectifs, pour les années 2022-2023. Lors de son audit, Mazars Forvis n'a pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause la qualité de société à mission de KLESIA.

L'OTI a souligné la bonne appropriation de la mission par les équipes, notamment grâce aux travaux mis en place pour mieux structurer la politique Intérêt Général du Groupe et sa déclinaison en feuilles de route opérationnelles. Mazars Forvis a également mis en lumière l'animation autour de la démarche et la désignation de référents Intérêt Général, dont le rôle est d'assurer la promotion de la démarche et le déploiement et le suivi de la feuille de route Intérêt Général.

Directive CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive)

Publiée au journal officiel de l'Union européenne le 16 décembre 2022, la directive CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) introduit des évolutions transformatrices destinées à renforcer la place des enjeux de développement durable dans la stratégie, la gouvernance et la gestion des risques des entreprises.

Elle est complétée par 12 normes européennes (ESRS - European Sustainability Reporting Standards) qui définissent les indicateurs à produire et publier. La directive CSRD entre progressivement en application depuis 2024.

Le Groupe est soumis à la directive européenne CSRD et doit établir son 1er rapport de durabilité pour 2028, sur l'exercice 2027.

Les travaux de mise en conformité ont été initiés en 2024 et se sont poursuivis durant l'année 2025. Ils ont notamment permis d'établir :

- L'analyse des chaînes de valeurs ;
- L'analyse de double matérialité ;
- La listes des IROs (Impacts, Risques et Opportunités) matériels.



L'exercice de double matérialité a été structuré selon une démarche en quatre étapes :



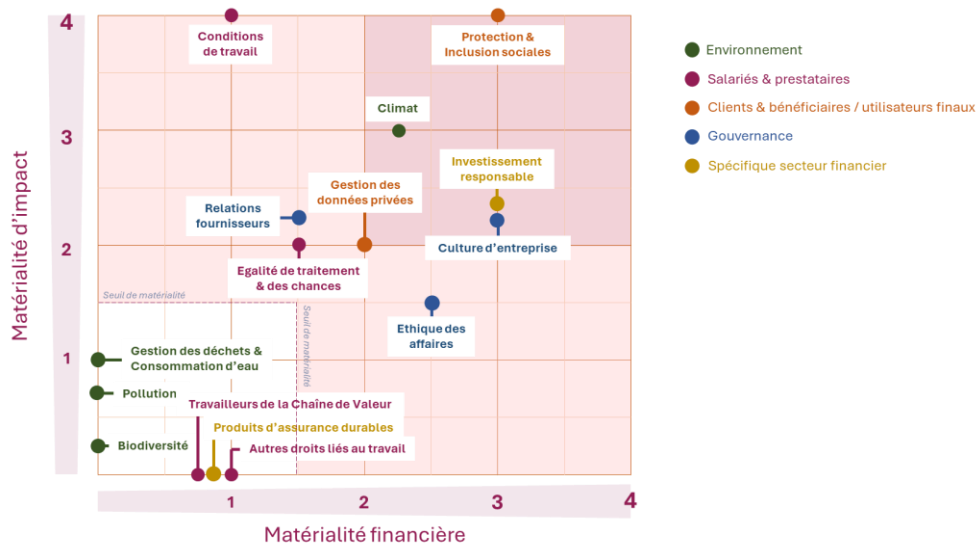
1. Chaîne de valeurs & Parties prenantes :

Des entretiens ciblés ont été conduits auprès des parties prenantes de la chaîne de valeur du groupe afin d'identifier les principaux enjeux de durabilité IROs (Impacts, Risques, Opportunités).

2. Enjeux de durabilité :

Afin de déterminer les enjeux de durabilité matériels, un seuil de matérialité a été défini sur la base :

- Des travaux de la Direction des Risques pour qualifier les risques bruts
- D'une analyse de la répartition des cotations des IROs pour identifier le seuil de matérialité



3. Analyse de double matérialité

L'exercice de double matérialité a permis d'identifier un ensemble d'enjeux de durabilité matériellement significatifs à la fois sous l'angle d'impact et sous l'angle financier. Ces enjeux sont considérés comme prioritaires et structurent désormais la stratégie ESG du groupe.

Sur base de l'analyse de double matérialité (DMA) conduite auprès de l'ensemble des parties prenantes, KLESIA a identifié les IRO matériels suivants sur le sujet de l'atténuation et de l'adaptation au dérèglement climatique :

ESRS E1 - CLIMAT		Activités d'Investissement	Fonctionnement propre
Atténuation du dérèglement climatique	Impact négatif sur le dérèglement climatique lié aux émissions de GES des activités des Groupes	I-	I-
	Opportunités associées au développement de solutions contribuant à la transition climatique	O	
Adaptation au dérèglement climatique	Risque de dépréciation d'actifs exposés aux enjeux climatiques affectant la solvabilité du portefeuille	R	
	Risque financier et réputationnel lié à une prise en compte insuffisante des risques climatiques dans la conception des produits et services d'assurance		
Investissement Responsable	Impacts négatifs potentiels sur les enjeux ESG (hors climat) à travers les activités d'investissement	I-	

Les conclusions sont détaillées dans l'annexe 2.

4. Elaboration du rapport de durabilité

La rédaction des premiers narratifs a commencé sur le 2nd semestre 2025, pour se poursuivre en 2026. Un exercice pilote a également été mené en parallèle afin d'organiser le recueil des données quantitatives au cours de l'année 2026.

Bien que le groupe KLESIA ne dispose pas encore d'un plan de transition complet, du fait de l'absence actuelle d'une trajectoire carbone formalisée, l'ensemble des activités fait l'objet d'une réflexion structurée sur ce sujet.

Cette démarche comprend :

- L'identification des principaux leviers de décarbonation ;
- La définition d'actions et d'objectifs opérationnels soutenant ces leviers ;
- Le suivi de la performance à travers des indicateurs clés, permettant de mesurer nos progrès

dans le temps et d'avancer vers nos ambitions en matière de transition climatique ;

- Une gouvernance et des ressources pour soutenir ces éléments.

Ainsi, même en l'absence de trajectoire carbone formalisée et basée sur la science, KLESIA intègre déjà les enjeux climatiques au cœur de leur stratégie et de leur pilotage opérationnel :

Les leviers de décarbonation	Activités d'investissement	Fonctionnement propre
Prévenir & Réduire	Privilégier les investissements dans des actifs résilients au climat et à faible émission, exclure progressivement les secteurs à fort impact	Réduire les consommations d'énergie et de ressources, adopter des pratiques responsables dans les bureaux et déplacements
Gérer & maîtriser	Intégrer les critères climatiques dans la sélection des actifs et la gestion du portefeuille, suivi ESG renforcé	En lien avec le volet adaptation, mettre en œuvre des plans de continuité d'activité prenant en compte les événements climatiques extrêmes et améliorer la sécurité des infrastructures et des systèmes d'information pour garantir la poursuite des activités en toutes circonstances
Accompagner la transition	Investir dans des projets à impact positif sur le climat et autres thématiques ESG	Promouvoir les initiatives internes de transition bas-carbone (mobilité douce, digital responsable, énergies renouvelables)

INITIATIVES POUR FINANCER LES TRANSITIONS ESG

Les enjeux ESG ne sont pas uniquement des risques, ils sont également des opportunités d'investissement fortes. KLESIA entend ici être un acteur engagé dans le financement au service d'une économie sociale, solidaire et respectueuse de l'environnement. A l'exemple du fonds **SISA (Impact social)**. Le fonds SISA (Services Innovants aux acteurs de la Santé et de l'Autonomie) est un fonds d'investissement dédié aux PME innovantes de Santé Digitale, notamment dans la filière Silver Economie (Economie des Seniors). Il intervient par apport en fonds propres pour soutenir la croissance et le développement des entreprises de cette filière. Il vise à les accompagner dans leur déploiement commercial et géographique.

Ce fonds cible les PME qui, intégrant outils technologiques et innovation organisationnelle, répondent notamment aux besoins de prévention, d'information, de maintien et de surveillance à domicile ainsi que de suivi sanitaire et social.

Le fonds SISA intervient en capital-développement, pour des entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur ou proche de 1 million d'euros.

Obligations ESG

KLESIA souscrit, à travers plusieurs entités du groupe, à des obligations « ESG » (green bonds, social bonds, sustainability bonds en anglais). Ces titres financent un projet ou une activité à bénéfice environnemental ou social. KLESIA a investi un montant total d'environ 974.6 millions d'euros en obligations ESG dans ses différentes entités. Ces encours représentent 14.48 % des encours obligataires du Groupe (14,14% avec 123,6 millions d'euros pour IPRIAC).

Emissions vertes, sociales – IPRIAC
HAMMERSON IRELAND 1,75% 03/06/2027
A2A SPA 1,5 % 16/03/2028
REPSOL EUROPE FINANCE 0,375 % 06/07/2029
ENEL FINANCE INTL NV 0.375% 28/05/2029
SNAM S.P.A. 0,75 % 20/06/2029
ENEL FI NV 0,50% 17/06/2030
AEROPORTI DE ROMA 1,75% 30/07/2031
AUTOSTRADA PER 4,25% 28/06/2032
WESFARMERS 0.954% 21/10/2033
CADENT FINANC 0,625% 19/03/2030
SNAM SPA 0,625% 30/06/2031
FEDEX CORP 0,45% 04/05/2029
MOTABILITY OPERATIONS GR 4,25% 17/06/2035
FONCIERE LYON 1,50% 05/06/2027
AEROPORTI DE ROMA 1,625% 02/02/2029
ROYAL SCHIPHOL 2,00% 06/04/2029
PROLOGIS INTL 3,625% 07/03/2030
NATWEST GROUP 3.673% 05/08/2031
SKANDINAVISKA ENS 3.125% 05/11/2031
EDP SERVICIOS 4,375% 04/04/32
COVIVIO HOTEL 4,125% 23/05/2033
SUEZ SA 2,875% 23/05/2034
PROLOGIS INTL F 3,7% 07/10/2034
EDF 4,75% 12/10/2034
ORSTED 4,125 % 01/03/2035
ICADE 4.375% 22/05/2035
JOHNSON CTLS I 4,25% 23/05/2035
ALLIED IRISH BANK GROUP P.L.C. 4% 26/03/2036
SMURFIT KAPPA 3,807% 27/11/2036

E TAXONOMIE

Mis en œuvre en 2020 par la Commission européenne, le règlement n°2020/852 Taxonomie est un système de classification qui identifie et définit les activités économiques considérées comme durables sur le plan environnemental. Cette réglementation permet ainsi de créer un standard commun européen.

Le règlement définit six objectifs environnementaux. Par conséquent, pour qu'une activité soit considérée comme durable, elle doit contribuer de façon substantielle à l'un de ces objectifs, sans porter un préjudice significatif aux autres et tout en respectant les garanties sociales minimales. Les six objectifs sont les suivants :

1. Atténuation du changement climatique
2. Adaptation au changement climatique
3. Utilisation durable et la protection des ressources aquatiques et marines
4. Transition vers une économie circulaire
5. Prévention et la réduction de la pollution
6. Protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Le but de ce règlement est de réorienter les flux d'investissements financiers vers des activités plus favorables à la transition écologique, en favorisant la transparence des marchés et limitant le « greenwashing ».

KLESIA a initié l'évaluation de l'éligibilité de son portefeuille à la taxonomie en 2021. Le groupe s'appuie sur l'expertise de son fournisseur de données extra-financières S&P Capital IQ pour identifier les activités éligibles à la taxonomie dans son portefeuille.

Au titre de l'année 2025, 28% des actifs IPRIAC sont des actifs éligibles à la taxonomie (base chiffre d'affaires). 15% du portefeuille est dit aligné (base chiffre d'affaires) contre 14% en 2024.

Indicateur	IPRIAC
	2025
Taux de Couverture FMP	27,69%
Taux de Couverture NFC	43,08%
Taux de Couverture market value FMP	24,90%
Taux de Couverture market value NFC	31,68%
% Alignement	14,95%
% Éligibilité	28,31%

KLESIA s'engage à poursuivre l'intégration progressive de la taxonomie dans ce processus d'investissement et à renforcer la transparence de ses actions en matière de durabilité.

F STRATEGIE D'ALIGNEMENT CARBONE

Alignement Carbone :

En 2022 KLESIA s'est engagé dans la notation carbone de ses investissements. Le Groupe a pour objectif de maintenir une notation carbone durablement inférieure à celle de l'indice européen Bloomberg Barclays Euro Aggregate (benchmark).

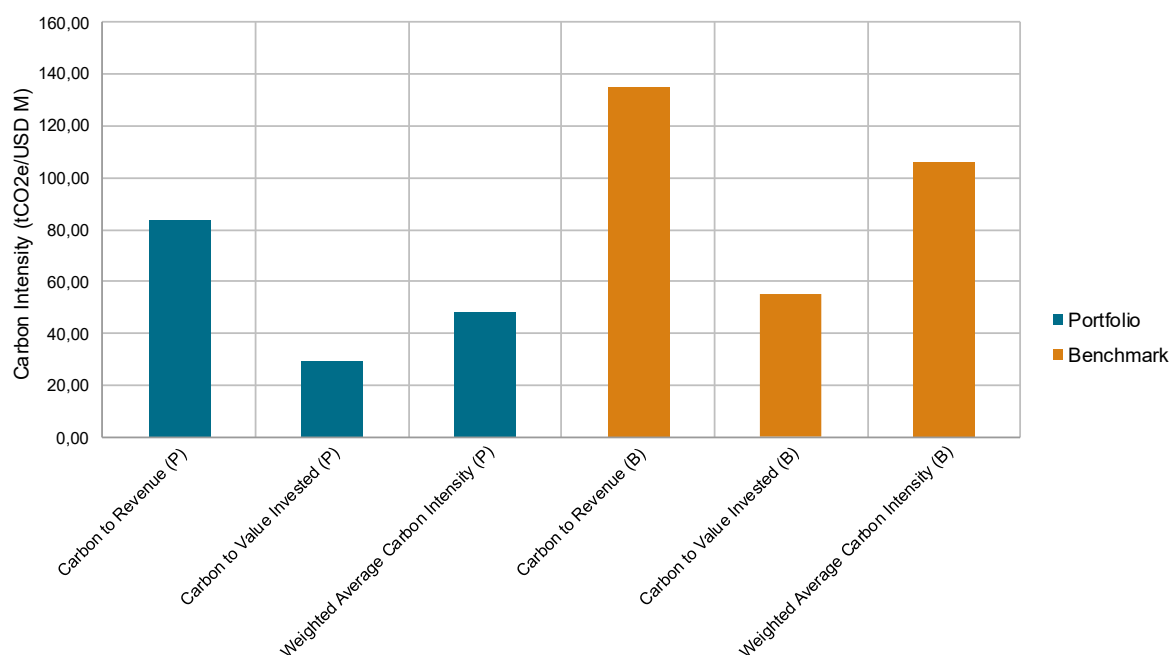
Le niveau d'empreinte carbone exprimé en tonne équivalent CO₂ des entreprises est estimé sur la base des émissions directes (Scope 1) et indirectes (Scope 2). En 2025, l'intensité carbone de IPRIAC s'élève à 84 contre celle de l'indice Bloomberg Barclays Euro Aggregate à 135.

La couverture d'analyse par S&P Global est de 88% pour le portefeuille de IPRIAC.

Empreinte Carbone	
(% du portefeuille noté Empreinte Carbone 88%)	
Intensité Empreinte Carbone au 31.12.2025	
IPRIAC	84
Bloomberg Barclays Euro Aggregate	135

Deux méthodes alternatives de calcul sont également effectuées pour suivre cet objectif.

En tCO ₂ e/\$ M	Portefeuille	Benchmark
Intensité Carbone / Chiffre d'Affaires	84	135
Intensité carbone / montant investi	29	55
Intensité Carbone Moyenne Pondérée	48	106



Ces approches mettent en évidence une meilleure performance climatique du portefeuille par rapport à son Benchmark (indice Bloomberg Barclays Euro Aggregate). Ce positionnement favorable est expliqué en partie par la sous-exposition du portefeuille aux secteurs à fortes émissions (ex : Energie) ainsi que par la surpondération des secteurs faiblement émissions (Société financières). Cet écart de performance devra néanmoins être suivi dans le temps pour l'analyser plus finement.

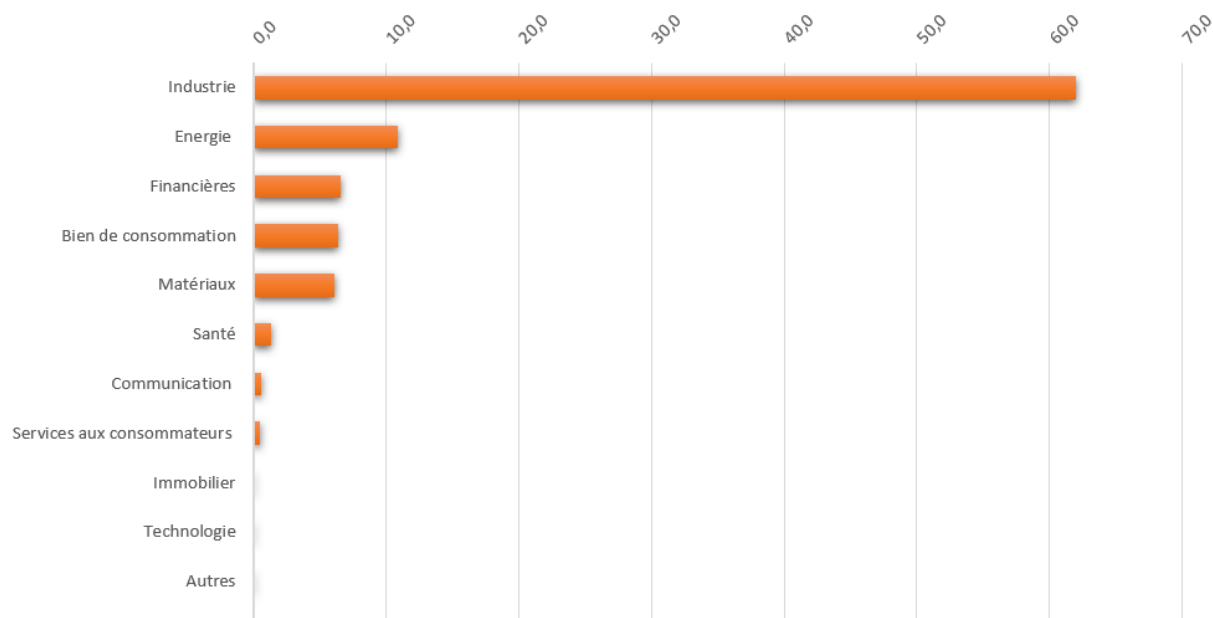
Empreinte Carbone par Secteur d'activité :

Répartition du portefeuille obligataire IPRIAC par secteur activité

Secteur	Part du portefeuille
Biens de consommation	2,7%
Emprunts d'états et assimilés	15,6%
Industries	7,9%
Matériaux de base	2,4%
Santé	4,6%
Services aux collectivités	7,1%
Services aux consommateurs	8,9%
Sociétés financières	29,1%
Immobilier	6,9%
Technologie	2,7%
Télécommunications	5,0%
Pétrole et gaz	7,1%
TOTAL	100,00%

Le secteur de l'industrie, malgré une pondération faible dans le portefeuille, est le premier contributeur à son intensité carbone (62%), en raison des émissions élevées générées par les activités associées.

Répartition / contribution des émissions carbone par secteur



Top Contributeurs à l'intensité carbone :

Le tableau ci-après liste les 10 principaux émetteurs ayant une contribution significative à l'intensité carbone du portefeuille.

Titres	Q/P (%)
Deutsche Post AG	(17,28%)
RTE Réseau de Transport d'électricité - 2	(4,73%)
LYB International Finance II B.V.	(4,37%)
The Dow Chemical Company	(3,00%)
Repsol Europe Finance S.a.r.l.	(2,04%)
Ryanair DAC	(1,83%)
Eni S.p.A.	(1,17%)
A2A S.p.A.	(1,07%)
Syensqo SA/NV	(0,90%)
BASF SE	(0,85%)

Alignement Température :

Sur la base de l'objectif de limitation de la hausse de la température mondiale à 2°C (cf. COP 21) à horizon 2030, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a établi une feuille de route à suivre afin de réussir la transition énergétique mondiale. S'aligner sur ces objectifs implique de réduire les émissions de Gaz à effet de serre à un rythme suffisant pour maintenir l'augmentation de la température mondiale au niveau ciblé et permettre le développement rapide de technologies abordables à faibles émissions de carbone.

Le portefeuille de IPRIAC présente une trajectoire de réchauffement estimée < 1.5°C, en ligne avec les objectifs fixés par l'Accord de Paris.

L'indicateur (*Emissions Portefeuille tCO2e (En-dessous / Au-dessus de l'alignement climatique)*) montre que le portefeuille de IPRIAC émet 272 tCO2e de moins que le budget carbone compatible avec une trajectoire climatique < 1.5°C. Le portefeuille de IPRIAC présente par conséquent une trajectoire de réchauffement estimée en ligne avec les objectifs fixés par l'Accord de Paris.

Ecart alignement de Paris < 1.5°C	
Emissions Portefeuille tCO2e (En-dessous / Au-dessus de l'alignement climatique)	Emissions Benchmark tCO2e (En- dessous / Au-dessus de l'alignement climatique)
(271,77)	(106 554,75)

Le tableau ci-dessous liste les top 10 des contributeurs aux objectifs de réduction des émissions de GES.

Titres	Q/P (%)
EDP Finance B.V.	0,21%
Deutsche Post AG	2,45%
Engie SA	0,02%
Enel Finance International N.V.	0,03%
Aker BP ASA	0,02%
Edp Servicios Financieros España Sa	0,01%
Electricité de France S.A.	0,02%
Enel Finance International N.V.	0,01%
BP Capital Markets P.L.C.	0,02%
Electricité de France S.A.	0,02%

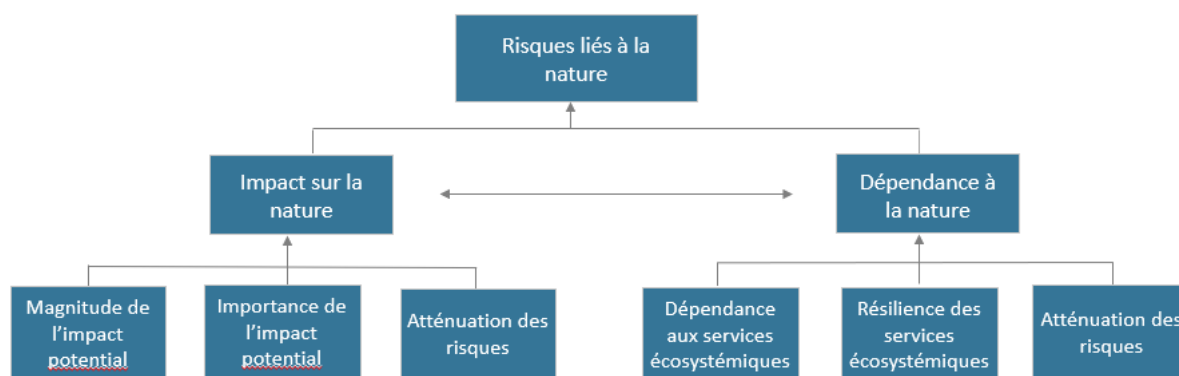
G STRATEGIE D'ALIGNEMENT AVEC LES OBJECTIFS DE LONG TERME LIES A LA BIODIVERSITE

Conscient du rôle fondamental de la biodiversité dans le maintien des équilibres écologiques et socio-économiques, KLESIA intègre progressivement cet enjeu dans sa stratégie de durabilité. Dans ce cadre, le Groupe engage une démarche structurée afin d'intégrer les enjeux de la biodiversité dans sa politique d'investissement.

Cette démarche qui s'appuie sur S&P Global s'articule autour des principaux axes suivants :

- Identification des dépendances et impacts potentiels sur les écosystèmes et la biodiversité
- Mise en place d'indicateurs d'évaluation de l'empreinte de ses portefeuilles et ses activités sur les écosystèmes et la biodiversité
- Analyse et surveillance des expositions aux secteurs présentant un fort impact sur la biodiversité

La démarche est alignée sur les principes énoncés par le Taskforce on Nature-related Financial Disclosures (TNFD) et vise à soutenir le groupe dans la compréhension de ses dépendances et impacts sur les écosystèmes et la biodiversité.

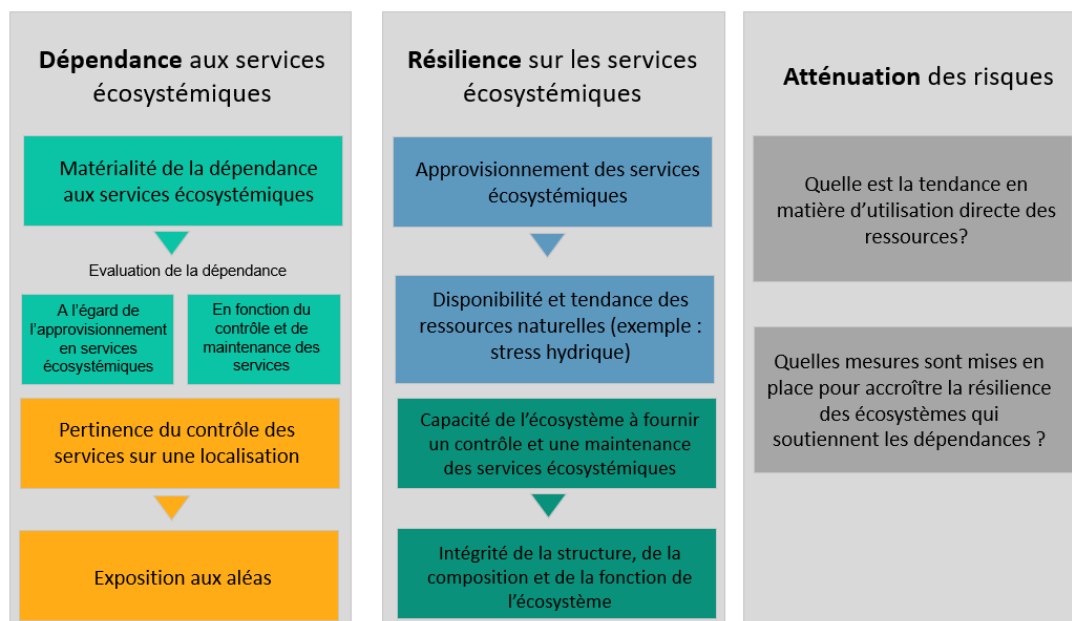


• Collecte et intégration des données :

La méthodologie utilise une combinaison d'approches sur deux niveaux : niveau 1 (données par pays et par secteur) et niveau 2 (données au niveau des actifs). Cette intégration de données géospatiales, de déclarations d'entreprise et d'autres ensembles de données permet un profilage précis des risques.

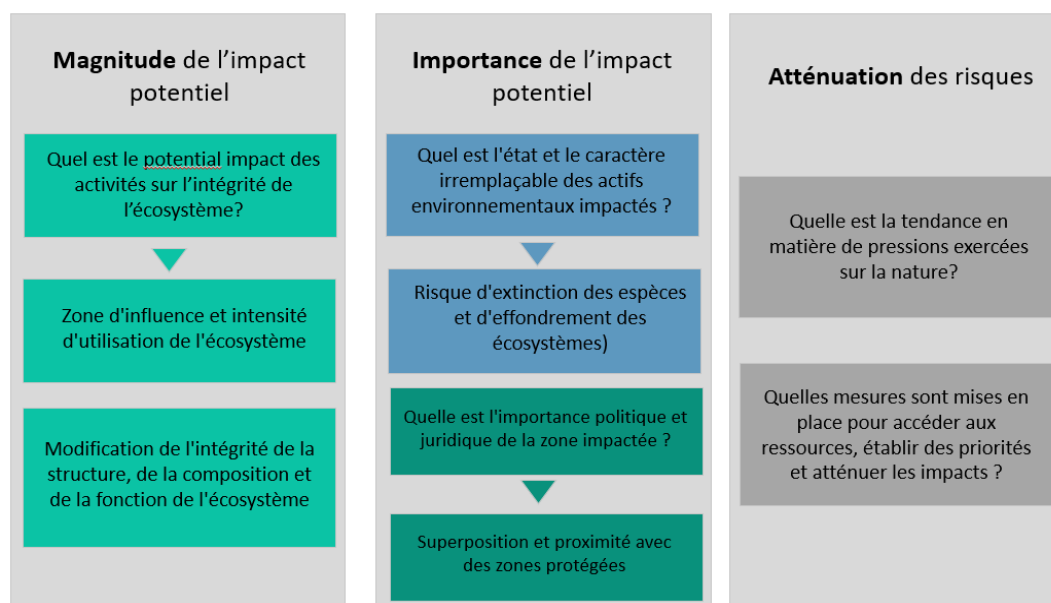
• Évaluation des dépendances à la nature :

Les entreprises sont encouragées à évaluer leur dépendance aux services écosystémiques, y compris les services de provisionnement (par exemple, l'approvisionnement en eau) et les services régulateurs (par exemple, l'atténuation des inondations). L'évaluation se concentre à la fois sur le niveau de dépendance et sur la résilience des écosystèmes à fournir ces services.



- **Évaluation des impacts sur la nature :**

La méthodologie définit les risques d'impact en mesurant la magnitude et l'importance des impacts sur les écosystèmes. L'indicateur d'empreinte écosystémique combine l'utilisation des terres, la dégradation de l'intégrité des écosystèmes et des indicateurs de signification pour quantifier les impacts.



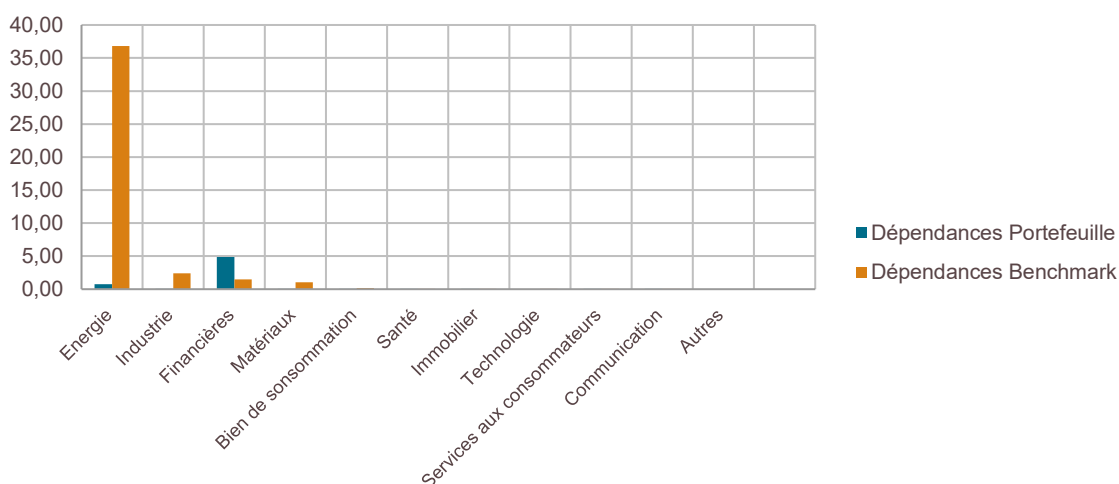
Les indicateurs de dépendance et d'impact sont agrégés au niveau de l'entreprise en utilisant des moyennes pondérées basées sur les revenus et les valeurs des actifs, fournissant une vue complète des risques liés à la nature.

Cette première approche de quantification et de compréhension aura pour objet de déboucher sur des objectifs à moyen terme.

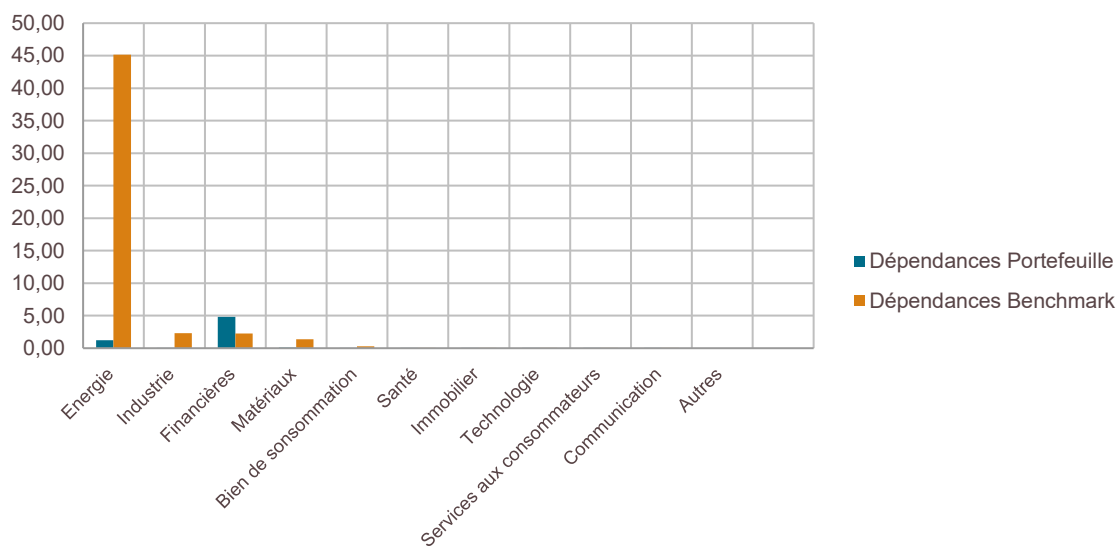
Dépendance du portefeuille avec les zones clés pour la biodiversité et les zones protégées :

Dans le portefeuille de IPRIAC, les secteurs de l'énergie et des financières présentent des dépendances avec sur les zones clés pour la biodiversité ainsi que les zones protégées, en raison de la localisation et de la nature de ses activités.

Dépendances avec les zones Clé de Biodiversité (Par Hectares)



Dépendances avec les zones protégées (Par Hectares)



La faible exposition du portefeuille de IPRIAC au secteur de l'énergie atténue de manière significative le poids relatif du secteur dans l'empreinte biodiversité du portefeuille.

H DEMARCHE DE PRISE EN COMPTE DES CRITERES ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET DE QUALITE DE GOUVERNANCE DANS LA GESTION DES RISQUES

IPRIAC a adopté une première démarche de prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance dans sa gestion des risques via des analyses d'impact de durabilité sur ses ratios de solvabilité. Cela consiste à mesurer l'impact des risques climatiques sur la solvabilité de l'entité.

Résultats du scénario « Durabilité »

Le scénario durabilité consiste à mesurer l'impact des risques de durabilité sur la solvabilité de l'entité. Cette évaluation repose sur deux axes principaux : d'une part, la prise en compte de l'impact des risques physiques et d'autre part la prise en compte de l'impact du risque de transition le profil de risque de l'entité. Le scénario mis à l'étude dans le cadre de l'ORSA de IPRIAC est un scénario combinant ces deux risques (risques physiques et risques de transition), s'inspirant du scénario court terme du dernier Stress Test de l'ACPR sur le sujet. Cependant, il convient de noter que les chocs analysés dans le cadre de ce scénario sont principalement conçus pour représenter l'impact des risques de durabilité à court terme. Or, ces risques, en particulier les risques climatiques s'inscrivent dans des dynamiques de long terme complexes à capturer dans le cadre de l'ORSA à horizon limité.

Le scénario « Durabilité » consiste en une combinaison :

- **Choc Financier (Transition)**

Afin de mesurer l'impact du risque de transition sur les actifs de IPRIAC, un choc sur l'ensemble du portefeuille d'actifs de l'entité est réalisé. Les hypothèses retenues découlent de l'exercice climatique de l'ACPR de 2023 et les chocs appliqués sont ceux définis pour le risque de transition en N+3 (donc 2028) et dépendent du secteur, de la date de maturité, de l'émetteur et de la classe d'actif choquée. En effet, ce scénario inclut des chocs financiers spécifiques qui surviennent à la suite de l'occurrence d'événements climatiques extrêmes successifs, dont les effets se combinent au point d'affecter les marchés financiers.

- **Choc « Technique durabilité »**

Le choc technique est appliqué en N+1 et N+2, pour matérialiser l'impact de catastrophes naturelles sur le portefeuille de l'entité. L'exposition de l'entité aux risques de catastrophe naturelle étant limité (second ordre sur ce scénario), l'intensité du choc est faible. Les hypothèses du choc durabilité sur le passif sont issus d'une calibration propre à IPRIAC :

- Risques liés à l'arrêt de travail et à la santé : des modèles d'apprentissage sur les prestations sur ces deux risques sont utilisés afin d'obtenir une dérive sinistralité en 2026 liés aux risques climatiques.

Les dérives estimées sont les suivantes :

	AT
Dérive S/P	0,50%

Impact sur les obligations :

Pour les actifs obligataires, un choc en fonction du secteur d'activité, de la date de maturité et de l'émetteur de l'obligation est défini et appliqué dès 2026.

Secteur	Choc Spread
Technology	-7%
Communication	-8%
Banks	-6%
Other financial institutions	-3%
Insurers	-8%
Real estate	-6%
Consumer non-cyclical	-11%
Consumer cyclical	-3%
Industrial	-6%
Basic material	-5%
Energy	-10%
Utilities	-4%
Non classé	-4%
TOTAL	-6%

Au total, la valeur de marché des obligations baisse de 6%.

Impact sur les actifs non amortissables :

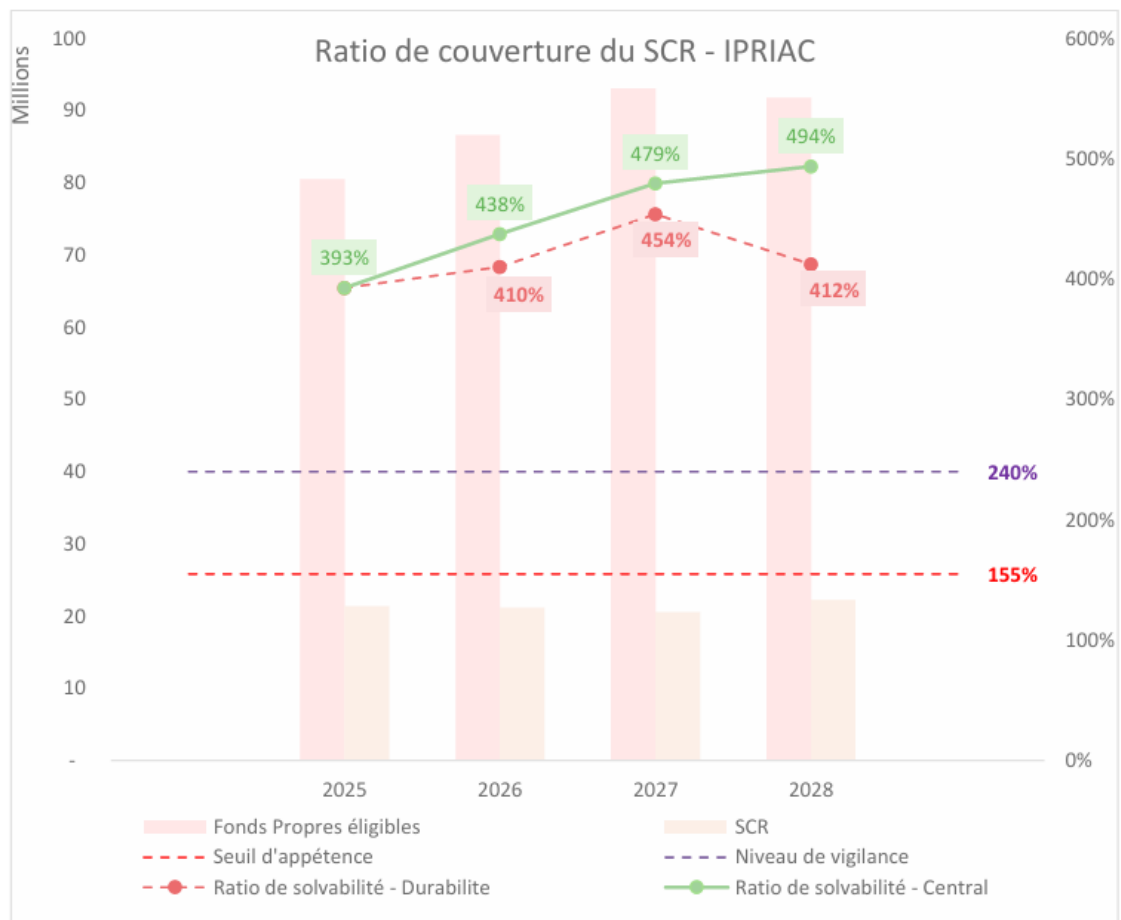
Pour les actions et l'immobilier, le stress test climatique proposé par l'ACPR en 2023 décline des chocs financiers dépendant de la zone géographique et du secteur d'activité. Les codes NACE précisant le secteur d'activité de l'émetteur. Le choc moyen appliqué sur le portefeuille de IPRIAC en 2028 est précisé dans le tableau suivant :

Type actifs	Choc moyen
Actions	-36%
Immobilier	-40%

En utilisant ces hypothèses pour le scénario durabilité, nous obtenons les impacts suivants sur le profil de risque de l'entité :

K€	2025 estimé	2026 projeté	2027 projeté	2028 projeté
SCR	21 744	21 117	20 505	22 251
MCR	5 392	5 240	5 080	5 507
<i>Fonds propres Eligibles Tier 1 (non restreint)</i>	85 375	86 613	93 060	91 773
<i>Fonds propres Eligibles Tier 1 (restreint)</i>	0	0	0	0
<i>Fonds propres Eligibles Tier 2</i>	0	0	0	0
<i>Fonds propres Eligibles Tier 3</i>	0	0	0	0
Fonds propres éligibles au SCR	85 375	86 613	93 060	91 773
Ratio de couverture du SCR	393%	410%	454%	412%
Ratio de couverture du MCR	1583%	1653%	1832%	1667%
Rappel scénario central				
<i>SCR</i>	21 744	20 677	19 963	20 559
<i>MCR</i>	5 392	5 125	4 939	5 079
<i>Fonds propres éligibles au SCR</i>	85 375	90 462	95 705	101 471
<i>Ratio de couverture du SCR</i>	393%	438%	479%	494%
<i>Ratio de couverture du MCR</i>	1583%	1765%	1938%	1998%

Couverture du SCR en fonction du choc de durabilité



Risques Physiques : Aléa des scénarios de risques physiques

IPRIAC suit l'exposition de son portefeuille aux risques climatiques physiques par le biais de 9 scénarios d'aléas climatiques auxquels sont appliqués, des scores d'impact.

Scénarios	Mesure d'analyse	Définition de l'indicateur	Résolution spatiale	Données Sources
Inondation zone côtière	Fréquence tous les 100 ans	Projection de fréquence d'inondations côtières sur la base d'une profondeur d'historique sur 100 ans	30x30m (USA) 90x90m (RoW)	GTSR hydrodynamic surge model Kopp et al SLR data MERIT /US3DEP USGS global coastlines
Inondation (rivière, fleuve)	Fréquence tous les 100 ans	Projection de crue fluviale sur la base d'une profondeur d'historique sur 100 ans	~1x1 km	Hydro Atlas WRI Aqueduct NEX-GDDP downscaled CMIP6
Extrême pluviométrie	Fréquence tous les 100 ans	Projection de pluviométrie extrême sur la base d'une profondeur d'historique sur 100 ans	~25x25km	NEX-GDDP downscaled CMIP6
Chaleur extrême	Projeté Tx95p Tx50pAbsChg	Pourcentage annuel de jours avec une température maximale plus chaud que le 95 th percentile basé sur la distribution de la température maximale quotidienne	~25x25km	NEX-GDDP downscaled CMIP6
Froid extrême	Projeté Tx10p	Pourcentage annuel de jours avec une température minimale plus frais que le 10 th percentile basé sur la distribution de la température minimale quotidienne	~25x25km	NEX-GDDP downscaled CMIP6
Cyclone en zone tropicale	Fréquence et historique des catastrophes	Projection de la fréquence annuelle des cyclones de catégories 3 et plus en zone tropicale	~25x25km	HURDAT JTWC TC archives CMIP5/6 SST
Feu de forêt	Indice météorologique incendie (FWI)	Pourcentage annuel de jours classés en risque fort de feu de forêt	~25x25km	NEX-GDDP downscaled CMIP6
Stress hydrique	Indice de Stress hydrique	Ratio futur projeté des prélèvements d'eau rapportés à l'approvisionnement total en eau dans une zone donnée.	Bassin fluvial	WRI Aqueduct
Sécheresse	Indice Standardisé de Précipitation et d'évapotranspiration (SPEI)	Pourcentage annuel de jours avec un niveau de sécheresse élevé	~25x25km	NEX-GDDP downscaled CMIP6

I CLASSEMENT SFDR

Dans le cadre du Règlement Disclosure (SFDR), IPRIAC a investi dans un fond classé 8 pour un montant de 4 m€.

Fonds	Classement SFDR
AXA CORE EUROPE FUND SICAV-FIS A1	Article 8

VALEUR DU PORTEFEUILLE



0,21 milliards d'euros

La gestion des valeurs mobilières de ce portefeuille (74% des actifs) est confiée essentiellement à des gestionnaires externes au Groupe ; le reste étant composé d'actifs immobiliers, de prêts et de titres participatifs.

NOTES ESG DES ENCOURS GERES

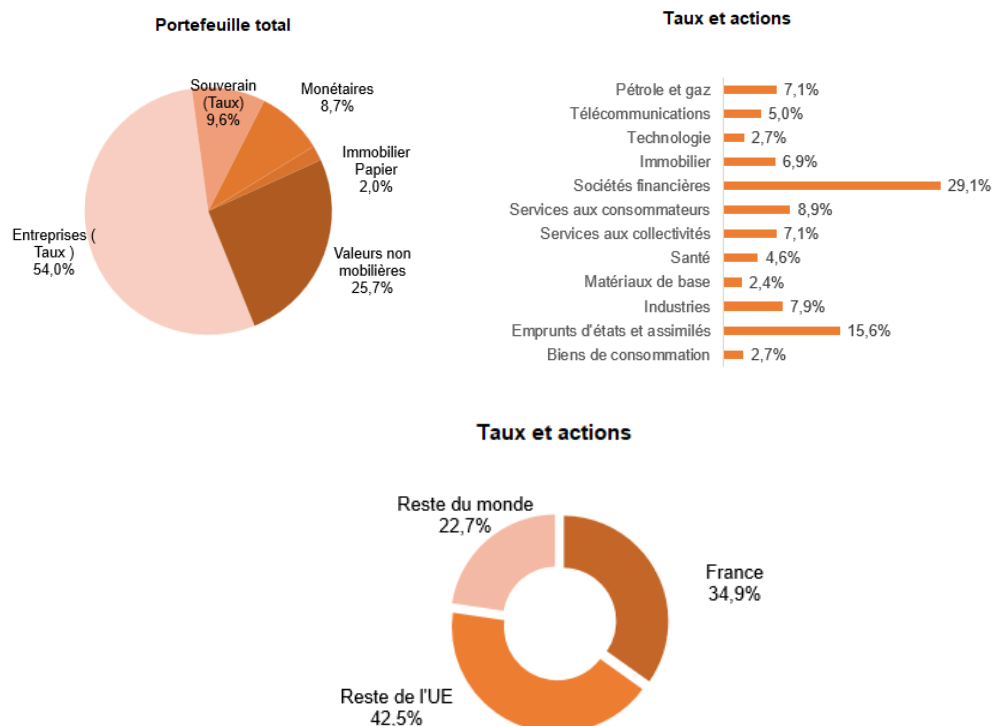


Score ESG
53/100



Empreinte Carbone	
(% du portefeuille noté Empreinte Carbone 88%)	
Intensité Empreinte Carbone au 31.12.2025	
IPRIAC	84
Bloomberg Barclays Euro Agregate	135

ENCOURS PAR CLASSES D'ACTIFS, SECTEURS ET ZONES GEOGRAPHIQUES



ANNEXE 2 : CONCLUSIONS DE L'ANALYSE DE DOUBLE MATERIALITE

Thématique ESRS	Sous-thématique	IRO	Intitulé IRO	Activité concernée
Climat	Atténuation	I-	Impact négatif des émissions de GES du portefeuille sur le dérèglement climatique	Investissement
Climat	Atténuation	I-	Impact négatif des émissions de GES du fonctionnement propre sur le dérèglement climatique	Fonctionnement propre
Climat	Adaptation	R	Risque de solvabilité lié à la dépréciation des actifs détenus impactés par le dérèglement climatique (risque physique & de transition)	Investissement
Climat	Adaptation	R	Risque financier et réputationnel lié à une considération insuffisante des risques climatiques et de transition dans la tarification des polices	Assurance
Spécifique	Investissement responsable	I-	Impacts négatifs potentiels sur les enjeux ESG (hors climat) à travers les activités des entreprises dans lesquelles le Groupe investit	Investissement
Effectifs Propres	Conditions de travail	I+	Impact positif sur les effectifs lié à une bonne qualité du dialogue social	Fonctionnement propre
Effectifs Propres	Conditions de travail	I+	Impact positif sur les effectifs en raison du développement de leurs compétences	Fonctionnement propre

Effectifs Propres	Conditions de travail	I+	Impact positif sur les effectifs lié à des avantages et initiatives dépassant les exigences légales minimales	Fonctionnement propre
Effectifs Propres	Conditions de travail	I-	Impact négatif potentiel sur les travailleurs sur site en cas de non-respect des normes sociales par les prestataires du Groupe	Fonctionnement propre
Effectifs Propres	Egalité de traitement et égalité des chances pour tous	I-	Impact négatif potentiel sur les effectifs en cas d'inégalité de traitement ou d'un manque d'inclusion et diversité.	Fonctionnement propre
Effectifs Propres	Egalité de traitement et égalité des chances pour tous	R	Risque réputationnel et/ou juridique en cas de manque de représentativité dans les effectifs, le management & les organes de gouvernance	Fonctionnement propre
Consommateurs & utilisateurs finals	Protection & Inclusion sociales	I+	Impact positif des activités du Groupe sur la protection & l'inclusion sociale de ses clients et la promotion des filières professionnelles	Assurance
Consommateurs & utilisateurs finals	Protection & Inclusion sociales	I-	Impacts négatifs potentiels sur les clients en cas de mauvaise gestion des processus de KLESIA en matière d'interaction avec les clients	Assurance
Consommateurs & utilisateurs finals	Protection & Inclusion sociales	O	Opportunité financière liée à l'accroissement des besoins en accompagnement (prestations, prévention, indemnisation, etc.)	Assurance
Consommateurs & utilisateurs finals	Protection & Inclusion sociales	R	Risques en cas de mauvaise gestion des données personnelles ou des informations partagées	Fonctionnement propre

Consommateurs & utilisateurs finals	Protection & Inclusion sociales	I-	Impact négatif potentiel sur les parties prenantes internes & externes en cas de mauvaise gestion des données personnelles & informations partagées	Fonctionnement propre
Gouvernance	Relations fournisseurs	I-	Impact négatif potentiel sur les fournisseurs / sous-traitants en cas d'une mauvaise gestion des relations commerciales	Fonctionnement propre
Gouvernance	Relations fournisseurs	R	Risque en cas de mauvaise gestion des relations fournisseurs / sous-traitants	Fonctionnement propre
Gouvernance	Ethique des affaires	R	Risque en cas de comportements non-éthiques ou de cas de corruption / fraude (interne & externe) confirmés	Fonctionnement propre
Gouvernance	Culture d'entreprise	O	Opportunité financière liée à la culture d'entreprise du Groupe	Fonctionnement propre
Gouvernance	Culture d'entreprise	I+	Impact positif de la culture d'entreprise sur ses parties prenantes internes, externes et sur l'environnement	Fonctionnement propre

“

KLESIA s'engage pour la société en apportant des solutions de prévention d'assurance de personnes et de services simples, innovantes, solidaires et durables adaptées à vos besoins et à ceux de vos proches, tout au long de la vie. Au-delà de notre métier initial, nous agissons pour les plus fragiles, œuvrons pour le mieux vieillir et contribuons à rendre la santé accessible à tous.

KLESIA s'engage à vous assurer un avenir serein et contribue à la qualité de vie pour tous.

KLÉSIA
klesia.fr

